



COORDINATION SUD



ÉTUDE MISE À JOUR

La solidarité internationale en péril

Impact actualisé des coupes budgétaires
dans l'aide publique au développement
(2024-2027)

Septembre 2026

Coordination SUD est la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale (OSI).

Association loi 1901 fondée en 1994, Coordination SUD rassemble, aujourd'hui, 184 ONG, adhérentes directes ou au travers de six collectifs (CLONG-Volontariat, Cnajep, Coordination Humanitaire et Développement, CRID, FORIM, Groupe initiatives). Agissant avec et en faveur des populations les plus laissées pour compte, ces organisations mènent des actions humanitaires d'urgence, de développement, de protection de l'environnement, de défense des droits humains, ou encore de plaidoyer et d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale.

Pour le secteur associatif de droit français de la solidarité internationale, Coordination SUD, avec ses organisations membres, assure quatre missions : la promotion et la défense d'un environnement favorable à l'action et l'expression des organisations de la société civile (OSC), l'appui et le renforcement de ces mêmes OSC, la construction et la représentation de positions communes auprès des institutions publiques et privées, en France, en Europe et dans le monde sur les politiques de solidarité internationale ; et enfin, la veille et la prospective sur la solidarité internationale et son secteur associatif, leurs évolutions et enjeux.

Coordination SUD, Rassembler et Agir pour la Solidarité Internationale

« Déchiffrer le monde réel en le dépouillant des visions et des valeurs dont la langue, toute langue, est porteuse, c'est en dérangeant l'ordre institué, en bouleverser les hiérarchies. »*

C'est aussi pourquoi Coordination SUD, pour tous ses documents et autres publications, utilise l'écriture inclusive, à tout le moins non exclusive, tirée des orientations et principes suggérés par le Haut Conseil français à l'égalité entre les femmes et les hommes.

Quelques petits changements d'habitudes ajoutés à quelques procédés de rédaction très simples et très concrets permettent de donner à écrire, lire, voir et comprendre le monde et les sociétés dans leur pluralité. Ainsi, cette publication repose sur :

- des formulations neutres (ex. présidence plutôt que président) ;
- des noms et adjectifs épicènes, (ex. responsable plutôt que chef) ;
- le dédoublement des mots (ex. citoyennes et citoyens) en respectant l'ordre alphabétique pour leur mention ;
- l'accord de proximité avec le dernier nom, qu'il soit féminin ou masculin, singulier ou pluriel ;
- un recours, si besoin est, au point médian.

Les visuels utilisés par Coordination SUD complètent cette expression inclusive évitant les stéréotypes de genre et bousculant nos réalités, et surtout leurs compréhensions.

* Annie Ernaux, Prix Nobel de Littérature 2022, discours, Stockholm, 7 décembre 2022

AVANT-PROPOS

La planète brûle, les crises internationales se multiplient et, pourtant, la France réduit ses moyens dédiés à la solidarité internationale à un niveau sans précédent.

La contraction des financements est si forte qu'elle met en péril tout le secteur français de la coopération internationale. Celui-ci est pourtant stratégique pour permettre à la France d'agir à l'international, notamment par le soutien aux actions des ONG qui agissent en faveur des populations vivant dans des contextes de crises et de fragilités, défendent l'espace civique et l'État de droit.

Les conséquences humaines et politiques de cette décision commencent à être documentées. Les coupes françaises conduiront à 3,5 millions de décès supplémentaires dans le monde d'ici 2030, selon un centre de recherche espagnol¹. Et d'autres signes ne trompent pas sur leurs effets dévastateurs : soutien limité pour lutter contre l'épidémie Ebola, moindre capacité d'action face aux conflits comme au Liban ou en Ukraine, affaiblissement de l'espace civique dans différents pays, présence française en recul dans le monde...

Douze mois après notre première étude d'impact, la situation des ONG continue de s'aggraver. Et ce, alors que l'effet de souffle de la suppression de l'agence fédérale USAID décidée par Donald Trump début 2025 est derrière nous. Désormais, le principal responsable de cette crise historique des ONG françaises est le Gouvernement français lui-même.

Pour des raisons budgétaires, les crédits de l'APD ont déjà diminué de plus de 3,5 milliards d'euros depuis 2024, soit une baisse de 60 %. Dans ce contexte, les financements destinés aux organisations de la société civile, qui ne représentent qu'une fraction de l'APD, comptent parmi les premières victimes des coupes budgétaires.

Pour 2026, cette politique n'a représenté que 0,8 % des dépenses de l'État, mais 8 % des coupes budgétaires : elle paie un prix dix fois supérieur à son poids dans le budget national. Et cela ne semble toujours pas suffire. Ainsi, malgré nos alertes et l'appui de l'opinion publique, le Gouvernement prévoit pour 2027 de réduire à nouveau le budget de l'APD, cette fois de 300 millions d'euros.

Alors, regardons les choses en face : ce ne sont pas de simples économies budgétaires, c'est un abandon politique.

Olivier Bruyeron,
Président de Coordination SUD

¹ France: the Human and Geopolitical Cost of Cutting International Aid, Barcelona Institute for Global Health (ISGlobal). May 2026.



17,5

MILLIONS DE PERSONNES
IMPACTÉES

16 000



EMPLOIS
SUPPRIMÉS
D'ICI 2027



32 %

D'EMPLOIS EN MOINS
DANS LES ONG FRANÇAISES



1 ORGANISATION SUR 3
MENACÉE DANS SA PERENITÉ
À COURT TERME

93 %

DES ONG SONT
IMPACTÉES
PAR LES COUPES
BUDGÉTAIRES



1 700



PROJETS
RÉDUITS
OU
ARRÊTÉS

100



MISSIONS &
BUREAUX PAYS
FERMÉS

INFOGRAPHIE SUR LES IMPACTS DES COUPES BUDGÉTAIRES
DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

Après une première étude analysant les effets des réductions de l'aide publique au développement (APD) sur la période 2024 à juin 2025², Coordination SUD a lancé une nouvelle étude auprès de ses membres pour compléter et actualiser les données d'impact de ces coupes sur les années 2025 et 2026 avec des projections sur 2027. 72 ONG ont répondu, représentatives de la diversité du secteur des organisations de solidarité internationale.

Méthodologie, représentativité et extrapolation

Les ONG répondantes représentent des ressources financières cumulées de 1 760 millions d'euros en 2024. Elles ont été jugées globalement représentatives du secteur au vu de leur nombre et leur diversité de taille et d'activités.

Précision méthodologique sur la représentativité : dans notre échantillon de 72 ONG, les très petites (budget < 1M€) et petites organisations (budget < 3M€) sont légèrement sous-représentées alors que les moyennes (3M€ < budget < 10M€), grandes (10M€ < budget < 50 M€) et très grandes organisations (budget > 50M€) sont légèrement surreprésentées par rapport à l'échantillon de référence issu de l'étude MSE 2024³. Cela explique que notre extrapolation s'appuie sur le ratio entre les ressources financières totales en 2024 de chacun des deux échantillons, plutôt que sur le nombre d'ONG répondantes.

Extrapolation des chiffres au secteur : avec des ressources financières totales pour le secteur estimées à au moins 3 milliards d'euros en 2024, le facteur d'extrapolation choisi pour estimer les résultats au niveau du secteur par rapport aux données obtenues auprès de l'échantillon représentatif de 72 ONG répondantes est de 1,75. Attention toutefois, pour la donnée spécifique relative au nombre de bénéficiaires impactés, le facteur d'extrapolation a été corrigé à 3,75 afin de tenir compte uniquement du volume des ressources financières des seules 38 ONG ayant répondu à cette question. Les extrapolations ainsi présentées sont donc prudentes et raisonnables.

Enfin, certaines données présentées dans cette note ont été corrigées pour ne pas compter deux fois les impacts du 1^{er} semestre 2025 (mesurés par la précédente enquête CartONG-Coordination SUD et par cette nouvelle enquête).

² La solidarité internationale en péril : impact des coupes budgétaires, juin 2025 - Étude Coordination SUD-CartONG

³ Restitution de l'étude Argent & ASI 2016-20 - Coordination SUD

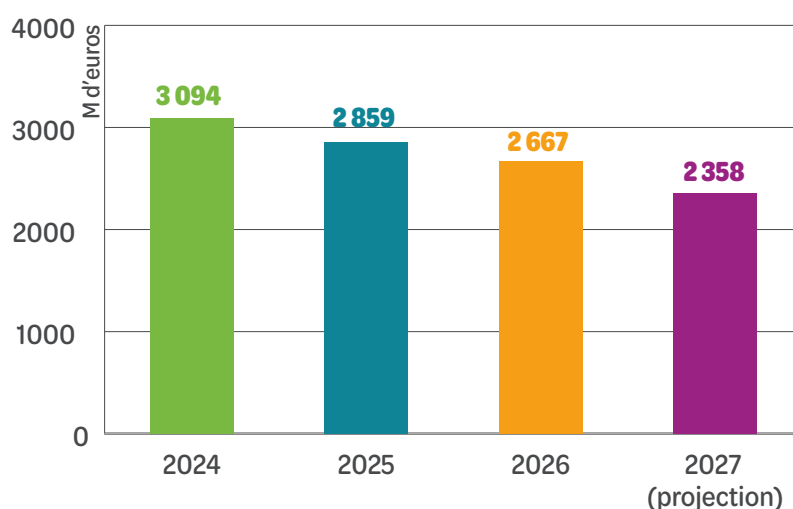
L'IMPACT GÉNÉRAL SUR LE SECTEUR

En juin 2026, 93 % des organisations de solidarité internationale sont toujours directement impactées par les coupes APD, avec l'arrêt de certains projets ou des réductions d'activités, des fermetures de mission dans certains pays de coopération et des pertes d'emploi effectives ou déjà envisagées.

À juin 2026, les estimations réalisées montrent une chute des ressources financières du secteur de 24 % entre les réalisations de 2024 et les prévisions budgétaires de 2027. À l'échelle de l'ensemble du secteur, la contraction est estimée à plus de 736 millions d'euros.

BAISSE DES RECETTES FINANCIÈRES DU SECTEUR DEPUIS 2024

(en millions d'euros)



L'IMPACT SUR LES PROJETS & BÉNÉFICIAIRES

Face à des contractions budgétaires multiples, nous avons dû fermer nos activités dans 3 pays qui se trouvent pourtant dans des situations de grande fragilité : République Centrafricaine, Irak et Sierra Leone.

Anne Héry, Handicap International

Après les 1 280 projets déjà revus à la baisse ou interrompus recensés par Coordination SUD et CartONG à mi-2025, plus de 400 projets supplémentaires ont été arrêtés ou réduits entre 2025 et 2026, soit depuis 2024, plus de 1680 projets. Ces 400 nouveaux projets interrompus ou revus à la baisse résultent avant tout des coupes dans les budgets français et européens, qui prennent désor-

mais le relais des effets des réductions de l'aide américaine observés début 2025. Cela porte donc à près de 1700, le total de projet annulés ou réduits entre 2024 et 2026 du fait des coupes.

À l'international, le SIF s'est vu contraint de fermer 4 missions dont l'Irak et le Burkina Faso. Mais en France aussi, des projets menés envers des populations précaires ont dû brutalement cesser à la suite de l'arrêt de leur financement public. C'est le cas d'un programme déployé à Massy depuis plusieurs années auprès de femmes en situation de grande vulnérabilité.

Mahieddine Khelladi, Secours Islamique France

Entre 2025 et 2026, **près de 100 missions et bureaux pays ont fermé**, réduisant fortement la présence des organisations françaises de solidarité internationale dans certains pays. Au-delà de l'impact immédiat sur les populations, ces fermetures compromettent durablement leur capacité à relancer leurs activités lorsque les financements redeviendront disponibles et mettent fin à des partenariats historiques entre les organisations françaises et leurs partenaires locaux.

15,2 millions de personnes se voyaient déjà impactées par les coupes à juin 2025, voyant leurs conditions de vie se détériorer. Plus de 2,5 millions le sont de manière additionnelle, cette fois non pas seulement par l'arrêt de services vitaux humanitaires lié aux coupes américaines, mais aussi par l'arrêt d'actions de développement et de défense des droits en faveur de populations vulnérables directement liés aux coupes européennes et françaises. **Ce sont donc au total plus de 17,5 millions de personnes impactées par les coupes entre 2024 et 2026.**

Si les coupes ne mettent pas encore en danger l'existence de notre organisation, elles menacent directement les associations membres de notre fédération qui luttent dans leur pays contre la torture et la peine de mort.

Guillaume Colin, FIACAT

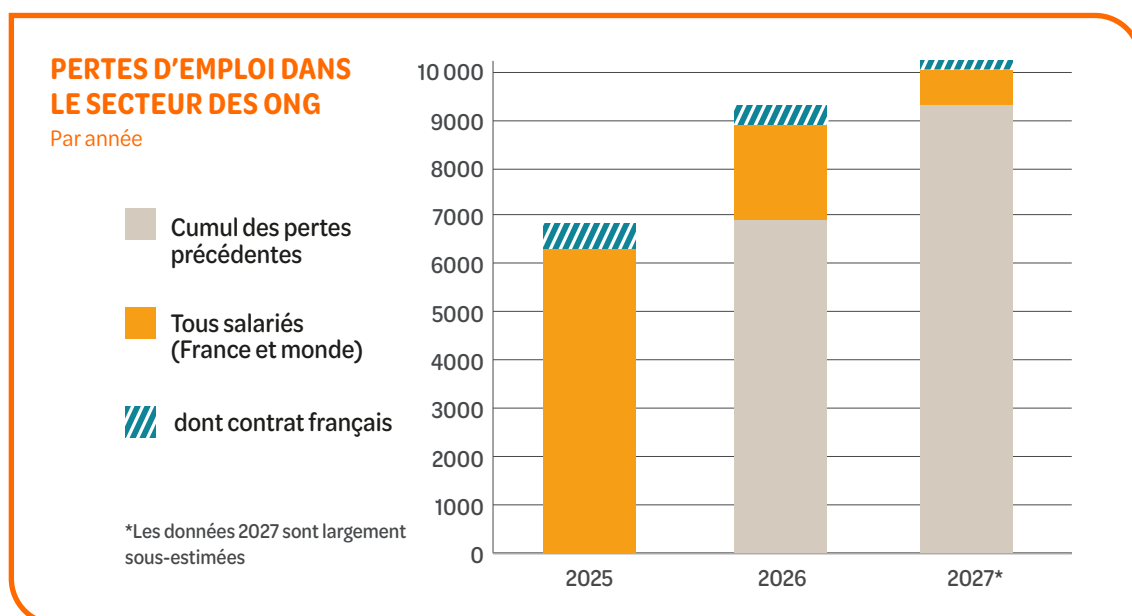
L'IMPACT SUR L'EMPLOI

La crise sociale du secteur s'aggrave. **Aux 10 000 emplois déjà supprimés à mi-2025 s'ajoutent a minima plus de 6 000 emplois déjà supprimés ou qui le seront d'ici 2027, dont plus de 1100 en France.** Cela porte donc le **total de suppression d'emploi à 16 000 dans les ONG françaises entre 2024 et 2027**, ce qui représente en ordre de grandeur davantage d'emplois que l'ensemble des agent-es du ministère des Affaires étrangères, en France et dans le réseau diplomatique à l'étranger. Ce chiffre est par ailleurs sous-évalué, la moitié des organisations répondantes n'ayant pas pu ou souhaité encore dévoiler l'ampleur des restructurations envisagées.

Les suppressions de postes touchent désormais le cœur des organisations : les emplois en France sont proportionnellement plus affectés, fragilisant les fonctions stratégiques et l'expertise des structures. Si les ONG humanitaires ont été les premières touchées, les ONG de développement et de défense des droits financées notamment par l'AFD, sont désormais frappées de plein fouet, mettant en péril des compétences, des emplois qualifiés et la capacité d'action internationale de la France.

Ces 16 000 emplois supprimés à horizon 2027 représentent 32% de l'emploi total au sein des organisations de solidarité internationale. D'après les estimations de référence de Coordination SUD, l'emploi total au sein du secteur était en effet estimé à 50 000* postes en France et à l'international avant les premières coupes en 2024.

492 missions volontaires ont été ou sont sur le point d'être supprimées d'ici 2027.



Nous avons dû passer par un important plan de sauvegarde de l'emploi au niveau du siège avec des dizaines de départs et licenciements. Tout cela met en tension notre capacité à répondre aux crises humanitaires et aux besoins de nos bureaux pays. En l'absence de nouveaux financements, notre volume d'activité pourrait continuer de baisser malgré la multiplication des crises et des conflits dans le monde.

Kevin Goldberg, Solidarités international



4 Les modèles socio-économiques des associations de solidarité internationale (ASI) françaises - 2016 - 2020 - Coordination SUD

L'IMPACT SUR LA FRAGILISATION DU SECTEUR

Le non-renouvellement de notre financement par l'AFD a plongé l'association dans de graves difficultés financières, qui l'ont contrainte à engager une procédure de redressement judiciaire et à réduire ses effectifs de moitié. Elle a surmonté cette crise en développant l'activité en France. À l'international, elle ne porte aujourd'hui qu'un projet, au Nigéria, pour lutter contre l'instrumentalisation du religieux dans les conflits locaux.

Mathilde Girardot, Observatoire Pharos

1 organisation de solidarité internationale sur 3 se sent aujourd'hui fortement, voire très fortement, menacée quant à sa pérennité à court terme pour des raisons objectives : risque fort de manque de trésorerie et cessation de paiement, fonds propres négatifs, pas d'assurance sur la poursuite possible d'activité au-delà d'un an, etc.

68 % des organisations, soit près de 7 sur 10, ont suspendu tout nouveau recrutement depuis le début de l'année 2025. Parmi les autres, 11 % prévoient de le faire dans les prochains mois.

69 % des organisations, soit près de 7 sur 10, ne renouvellent plus les contrats de travail arrivant à échéance ou en cours de renouvellement depuis 2025.

62 % des organisations, soit près de 2 sur 3, ont déjà mis en œuvre depuis 2025, ou prévoient de mettre en place une politique de départs volontaires et de ruptures conventionnelles.

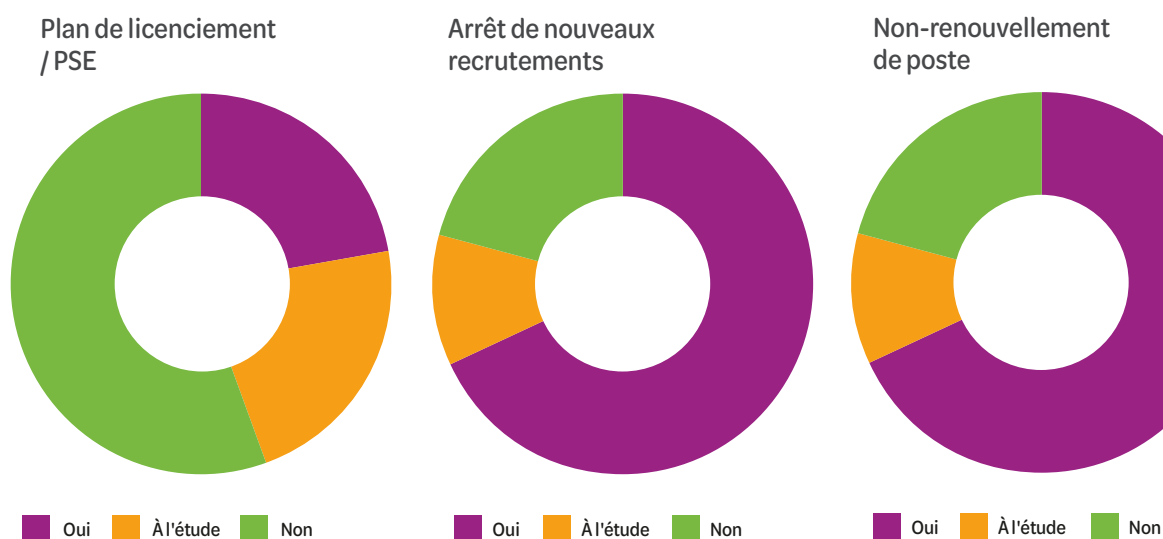
44 % des organisations, soit plus de 4 sur 10, ont déjà engagé depuis 2025 ou envisagent, dans les douze prochains mois, des licenciements ou un plan de réduction des effectifs.

Ces chiffres illustrent une dégradation préoccupante de la situation des ressources humaines au sein des organisations françaises. Au-delà des suppressions d'emplois, ils traduisent une **perte progressive d'expertise et de capacités opérationnelles pour l'ensemble du secteur**. Cette dynamique crée également une **menace de rupture générationnelle** : comme le mettait en évidence l'étude précédente, les perspectives d'emploi réduites détournent une partie des jeunes diplômés de ces métiers. Enfin, la diminution des effectifs et des moyens consacrés aux ressources humaines fragilise les processus de transmission des savoirs et des compétences, compromettant le renouvellement et la résilience du secteur à moyen terme.

Ces évolutions montrent qu'après le choc provoqué par l'arrêt brutal des financements américains au début de l'année 2025, **les réductions françaises et européennes de financements frappent désormais directement les structures et les capacités opérationnelles de nos organisations en France**, en plus des opérations et partenariats à l'étranger. Entre 2025 et 2027, les mesures d'adaptation RH et les suppressions de postes touchent déjà au moins 11 % des contrats de droit français, représentant plus de 1 100 emplois supprimés.

Cette dynamique fait peser de fortes incertitudes sur les années 2027 et 2028. Pour 2026, de nombreuses organisations demeurent également confrontées à un manque de visibilité important en raison du retard persistant de plusieurs financements publics prévus. Alors que nombre d'entre-elles peinent encore à en évaluer pleinement toutes les conséquences, les risques apparaissent bien plus élevés qu'en 2025, avec la perspective de pertes d'activité significatives, voire pour certaines structures, de cessation d'activité. Certaines ont d'ailleurs déjà dû cesser définitivement leurs activités.

MESURES D'ÉCONOMIE RH MISES EN ŒUVRE PAR LES ONG EN 2026 EN 3 CAMEMBERTS



Ces coupes nous conduisent à nous retirer progressivement d'Afrique de l'Ouest. C'est pourtant une région où nous avons des partenariats historiques très forts, certains depuis plus de 30 ans. Le risque est fort de défaire la mission sociale internationale de notre ONG qui repose depuis sa création sur son pilier national mais aussi international.

Carole Coupeze, Solidarité Laïque



Contact

Martin Kemp, chargé de mission analyse et plaidoyer
kemp@coordinationsud.org

Direction de la publication

Jérôme Fauré, Coordination SUD

Coordination rédactionnelle

Martin Kemp, Coordination SUD
Frédéric Apollin, AVSF
Matthieu de Bénazé, CHD

Membres du Comité de pilotage

Nathalie Dupont, Ciedel
Elora Hervé, Fondation Léo Lagrange
Mélissa Mankaï, CLONG-Volontariat
Charlotte Millereaux, PDH

Secrétariat de rédaction

Marie-Pierre Liénard, Coordination SUD

Maquette graphique

Esther James

Septembre 2026

Crédits photo de la couverture :

© haak78 - Shutterstock



Cette publication bénéficie d'un soutien de l'Agence Française de Développement.

Les points de vue exposés dans ce document ne représentent en aucun cas le point de vue officiel des organismes ayant apporté leur soutien financier.

Reproduction et traduction autorisées, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source et information préalable auprès du service Communication de Coordination SUD.



Rassembler & agir
pour la solidarité internationale

COORDINATION SUD
14 passage Dubail · 75010 Paris
Tél. : 01 44 72 93 72
www.coordinationsud.org
